

Casablanca: La décharge de Médiouna fait des petits

• L'ancien site va fermer...

un autre ouvre à côté

• Nouvel exploitant pour une extension de 11 hectares

• SNTRO devance SOS NDD et Cavo

EST-ce la fin d'un cauchemar qui a longtemps hanté les Casablancais? Les riverains de la décharge de Médiouna pourront-ils enfin pousser un ouf de soulagement? Rien n'est moins sûr! La bonne nouvelle est que l'ancienne décharge de Médiouna fermera ses portes dans les semaines à venir.



Les travaux d'exploitation quotidienne de la décharge de Médiouna comportent l'étalage, le compactage, le remodelage et le talutage des déchets. Autrement dit, l'enfouissement des déchets existants sur le site (Ph. L'Economiste)



La mauvaise: un terrain de 11 hectares sera exploité juste à côté de l'ancien site. Il s'agit là d'un casier qui a été préparé pour recevoir les ordures de Casablanca en attendant de trancher sur le prochain délégataire de la

de 3 mois). A l'ouverture des plis lundi 20 janvier, elle était la moins disante avec une offre de 48,3 millions de DH, largement inférieure à celles de ses concurrents (SOS NDD et Cavo). Cependant, l'attribution

s'apprête à lancer une semaine de sensibilisation afin de s'assurer l'adhésion de toutes les parties prenantes (citoyens, délégataires, élus, société civile...). Cet événement marquera d'ailleurs le lancement officiel du nouveau matériel de collecte (400 engins), mais aussi du casier de 11 hectares et donc la fermeture définitive de l'ancienne décharge. Celle-ci accueille plus de 46 millions de m3 de déchets stockés, dispersés

sur une superficie de près de 60 hectares, sans compter un surplus de 110.000 tonnes de détritit et 40.000 m3 de jus d'ordures (lixiviats) par mois. D'où l'urgence de l'accélération du règlement de ce problème afin d'éviter d'éventuelles inondations nauséabondes en cas d'intempéries.

En attendant le choix du futur délégataire et du mode d'exploitation, le site est aujourd'hui géré par l'entreprise SOS NDD, depuis le départ d'Ecomed (cf. édition du 4 mai 2018). Cette période transitoire, qui a débuté le 24 juillet 2018, doit se terminer avec la mise en service du nouveau casier.

Pour l'heure, les travaux d'exploitation quotidienne comportent l'étalage, le compactage, le remodelage et le talutage des déchets. Autrement dit, l'enfouissement des déchets existants sur le site. Les équipes de SOS NDD effectue également le recouvrement journalier par la terre compactée et la préparation des zones destinées au vidage des déchets avec les pistes d'accès nécessaires. □

Aziza EL AFFAS

Carte de visite

SNTRO, une entreprise 100% marocaine, a démarré ses activités en 2001 dans le BTP (routes, ouvrages d'art...). A partir 2012, elle élargit ses domaines d'intervention à d'autres activités comme la construction de barrages, protection contre les inondations ainsi que réhabilitation des décharges sauvages. SNTRO gère déjà plusieurs décharges notamment à Tanger, M'diq, Boujdour, Oujda, Laâyoune, Dakhla, Tan Tan, Foum Lahcen, Akka...). Elle compte plus de 500 salariés dont des ingénieurs et des techniciens. A signaler que cette même entreprise a effectué les travaux d'aménagement du nouveau casier, dont l'étanchéisation du site pour empêcher l'infiltration du lixiviat, bâtiments administratifs, ponts à bascules pour peser les ordures à leur arrivée... □

décharge et l'option appropriée (incinération, valorisation, enfouissement...). Entretemps, les déchets seront ensevelis dans ce casier d'enfouissement faisant partie d'un terrain de 35 ha, acquis par la commune pour remplacer l'actuelle décharge qui a atteint les limites de sa capacité depuis des années. C'est l'entreprise SNTRO qui devra l'exploiter pour cette période transitoire (1 an avec possibilité de prolonger

ne sera officielle qu'après publication des résultats sur le portail des marchés publics, dans un délai de 48 heures.

L'année s'annonce donc mouvementée pour la propreté à Casablanca. En effet, les deux délégataires (Averda et Derichebourg) viennent de lancer le nouveau matériel de collecte (cf. édition du 17 janvier 2020). De même, la SDL Casa-Baia (ou Casa-Environnement), qui suit ce dossier de près,